

TERRITOIRE D'HAÏTI

Positionnement des jésuites d'Haïti face à la conjoncture sociopolitique actuelle du pays

Depuis tantôt 5 mois, notre pays vit une succession d'événements douloureux qui indiquent une profonde crise sociétale. Cette dernière affecte tous les secteurs de la société et menace de sombrer les fondements même de la nation. Les conséquences risquent d'être catastrophiques et irréversibles sans une profonde prise de conscience collective et une intervention déterminée des différents acteurs en vue d'apporter des solutions urgentes et durables. Nous nous trouvons donc aujourd'hui à un véritable carrefour dans notre histoire de peuple.

1. Quelques indicateurs de la crise

Les manifestations de la crise sont nombreuses :

a) Sur le plan social

Le problème du sous-emploi et du chômage de masse affectant plus de 60 % de la population économiquement active, ajoutés à l'inflation galopante (14,1 % annuel) contribue à la paupérisation croissante de larges secteurs de la société. Plus de 25 % de la population totale vivent dans la pauvreté extrême. La petite classe moyenne s'appauvrit chaque jour davantage. Cette pauvreté généralisée entraîne comme conséquences: l'extension du phénomène de la mendicité, la délinquance, l'exode des jeunes vers l'étranger (plus de 12 % de la population totale vit en dehors du pays), l'augmentation de la prostitution sous diverses formes, le banditisme comme mode de vie, la multiplication des gangs armés, les familles disloquées. L'espace urbain est totalement éclaté, à cause de l'augmentation de la population, l'exode rural et l'absence totale d'une politique publique d'aménagement du territoire. Nos cités se bidonvillisent de plus en plus et confrontent de graves problèmes tels que l'insécurité sous toutes ses formes, l'absence de services publics et de loisirs, etc.

b) Sur le plan économique

Le déséquilibre chronique de la balance commerciale et le financement des déficits publics par la Banque Centrale (le Banque de la République d'Haïti) etc., entraînent une nette et constante dévaluation de la monnaie nationale (la gourde) et l'inflation. La production nationale est à son plus bas niveau et le volume de nos exportations a nettement chuté ces dernières années. L'économie haïtienne est essentiellement une économie de rente, axée principalement sur l'importation. Le circuit financier et l'activité économique en général, spécialement les secteurs secondaire et tertiaire, sont prisonniers d'une petite élite monopoliste, opposée à toute émergence d'une nouvelle classe d'entrepreneurs locaux. Cette élite toute puissante ne s'identifie guère à la majorité de la population; rodée aux pratiques de corruption et dépourvue de tout sentiment nationaliste, elle investit très peu dans le pays. Bref nous nous trouvons en face d'une économie quasi asphyxiée, incapable de créer de l'emploi et bénéficiant à une infime partie de la population.

c) Sur le plan politique

L'Etat haïtien confronte une grave crise de gouvernance. Il est essentiellement un Etat failli, rongé par la corruption, prisonnier de la petite élite économique et s'appuie, dans plusieurs cas, sur le banditisme organisé pour gouverner. Le Gouvernement actuel est incompetent et se retrouve totalement dépassé par les événements. Le Parlement se convertit en un haut lieu de marchandage économique, de refuge pour des individus à moralité douteuse. Son action témoigne d'une totale dérive par rapport à la volonté manifeste des Constituants de 1987 de lui accorder des facultés spéciales afin de limiter le pouvoir présidentiel, après 29 années de dictature féroce des Duvalier. La Constitution de 1987 devient de plus en plus une source de problème et d'instabilité politique. Par

ailleurs, nous assistons impuissants au phénomène de « balkanisation » du territoire national sur lequel l'État perd progressivement le contrôle. Les élections se réalisent sur une base d'argent et de négociations avec les chefs de gang. Le système judiciaire et pénitentiaire s'est effondré et l'appareil de justice devient totalement obsolète et dysfonctionnel. Dans le contexte politique haïtien, les concepts d'État de droit et de démocratie, relèvent davantage de l'illusion, de la chimère que de la réalité.

Les partis politiques de leur côté font face à une vraie crise de confiance. Ils sont, pour la grande majorité, des partis bidon, dirigés par des leaders opportunistes, affairistes et pour la plupart sans aucune formation appropriée. La discipline de parti est inexistante. Ils sont en réalité anti-démocratiques et sans aucun enracinement social réel. Bref, nous observons avec tristesse un phénomène de discrédit total du politique, exprimé par le haut taux d'abstention et le faible score des candidats dans les compétitions électorales.

d) *Sur le plan culturel*

Nous constatons, non sans douleur, un effondrement des valeurs à tous les niveaux, une crise d'autorité généralisée. La corruption se convertit en une véritable culture qui s'infiltré dans toutes les couches sociales. Notre système éducatif est inadapté et délétère ; ce qui se traduit dans des crises récurrentes de l'Université, notamment de l'Université d'État d'Haïti, qui se révèle incapable de former de bons citoyens pour le pays. La méfiance empoisonne les relations sociales et l'égoïsme rend impossible toute réussite collective. Les sectes religieuses qui pullulent dans le pays véhiculent malheureusement, dans la majorité des cas, une idéologie aliénante qui nuit à l'engagement citoyen en incitant à chercher dans l'au-delà les solutions aux problèmes d'ici-bas. Par ailleurs, un grand nombre de leaders religieux souffrent d'un déficit notable de crédibilité.

2. La position des différents acteurs face à la crise

- a) Au sein de cette réalité difficile et complexe, nous observons paradoxalement un consensus chez un grand nombre d'acteurs politiques et sociaux (partis politiques, médias, églises, organismes de défense des droits humains, *petro-challengers*, le secteur culturel etc.) autour de l'urgence de la moralisation de la vie politique. La lutte citoyenne pour exiger un procès contre ceux qui sont accusés de dilapider les fonds pétro-caribe en est une preuve évidente. La corruption est fustigée et dénoncée de plus en plus dans les différentes strates de la société. Le train de vie des hauts fonctionnaires de l'État est partout décrié et un nouveau discours, articulé autour de la nécessité d'assainir l'administration publique, s'impose.
- b) Les positions face à la résolution de la crise politique sont nombreuses et divergentes. Le secteur de l'opposition, auto-désigné « *secteur démocratique et populaire* », exige la démission pure et simple du Chef de l'État. D'autres optent pour un remaniement ministériel et le départ du Premier Ministre. Certains plaident en faveur d'un dialogue national. Le gouvernement pour sa part lance un appel au dialogue avec les différents acteurs et un désarmement des gangs armés.
Le secteur international, dont le *Core Group* et le Gouvernement nord-américain, n'appuie pas le départ du gouvernement, condamne la violence et appelle au dialogue et au respect des procédures démocratiques. Des organisations du haut patronat dont le « Forum Économique », quelques voix au sein du secteur protestant, appellent au dialogue et rejettent l'option du départ du Président de la République.
- c) De cette pluralité d'opinions et de positions, se profilent deux grandes tendances: la première, qui est plus de facture institutionnelle, reste du côté du dialogue, de l'apaisement social et politique. La deuxième opte pour le départ du Président et du gouvernement et pour la formation d'un gouvernement de transition inclusif en vue de la réalisation du procès « pétro-caribe », la tenue d'une conférence nationale et l'organisation de nouvelles

élections. Nous sommes donc en face d'une véritable polarisation de la scène politique et la population est prise en otage.

L'opposition politique, en dépit de son dynamisme, n'est ni bien organisée, ni populaire. Le gouvernement, de son côté, est inapte et de plus en plus impopulaire, vulnérable, et décrédibilisé. Nous nous retrouvons finalement dans une conjoncture politique incertaine dont l'issue est imprévisible.

3. Notre positionnement comme Jésuites (Compagnie de Jésus) face à cette réalité

Nous, les Jésuites d'Haïti, sommes profondément choqués et interpellés par la grande souffrance de notre peuple et particulièrement des plus pauvres, ceux qui vivent en marge de l'histoire et qui en sont les éternelles victimes. Cette triste situation de précarité que connaît la société heurte notre conscience de Jésuite et de chrétien. Compagnons de Jésus-Christ qui a porté l'amour jusqu'au don total de lui-même sur une Croix pour la libération du monde ; nourris de son enseignement prophétique dans la Synagogue de Nazareth où Il définit son action comme une mission reçue du Père pour servir d'abord les plus petits de ce monde - les prisonniers, les aveugles, les opprimés etc., (Luc 4, 16-21), nous ne saurions rester indifférents face à tant de douleurs. Nous saluons la mémoire de tous les disparus ; nous exprimons notre profonde sympathie à l'endroit de toutes les familles endeuillées et nous manifestons notre solidarité sincère envers les victimes des dernières scènes de violence gratuite. Forts de notre mission comme jésuites qui est le service de la foi et la promotion de la justice, nous nous associons aux évêques d'Haïti pour dénoncer avec la plus grande rigueur *l'impunité*, la *corruption* et la *violence* des gangs armés qui mettent en charpie le tissu social. Contrairement aux pratiques politiques en vigueur dans notre société depuis un certain temps, nous sommes persuadés que la politique est une chose noble et, comme le Pape François, nous croyons que « *la mission des chrétiens est de réhabiliter la dignité de la politique* ».

Issus en majorité de ce peuple et en contact quotidien avec lui à travers nos divers engagements apostoliques dans plusieurs coins du pays, nous sommes témoins de sa fatigue vis-à-vis des luttes intestines et mesquines interminables entre les dirigeants pour la seule conquête du pouvoir et le maintien des privilèges. A ce carrefour historique où notre existence comme peuple est menacée, il est absolument impératif que de sérieux efforts soient consentis de la part de tout un chacun en vue d'apporter des solutions durables et viables qui adressent non seulement les problèmes conjoncturels mais aussi et surtout les problèmes structurels, garantissant ainsi le bien-être intégral de nos populations.

Voilà pourquoi nous, Jésuites d'Haïti (La Compagnie de Jésus), dans un esprit hautement œcuménique, enracinés dans les valeurs profondes de l'Évangile et en parfaite communion avec ce peuple souffrant, avec l'Église et avec tous les hommes et toutes les femmes de bonne volonté d'ici et d'ailleurs qui luttent, d'une manière ou d'une autre, pour le bien-être du peuple Haïtien, nous déclarons solennellement ce qui suit :

1. Nous interpellons vivement tous les acteurs impliqués dans la crise actuelle à faire preuve de dépassement de soi et de prioriser les intérêts supérieurs de la nation haïtienne;
2. Nous lançons un appel à tous les citoyens et toutes les citoyennes des autres nations, notamment ceux des pays les plus puissants de la planète, à se solidariser avec Haïti à travers leurs organisations, la communication et d'autres moyens qui sont à leur portée ;
3. Tout en reconnaissant la violence structurelle dont la majorité de la population a toujours été victime, nous condamnons, de toute notre force, la violence sous toutes ses formes comme mécanisme de résolutions de conflits;
4. Nous invitons instamment les acteurs internationaux, spécialement le *Core Group*, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique du Nord, les Organisations Internationales présentes dans le pays etc., à prendre conscience de leur lourde responsabilité dans le drame que vit ce peuple et de l'accompagner sincèrement, au-delà des intérêts

stratégiques, commerciaux et politiques, dans la recherche de solutions viables et durables et dans la construction d'un Etat de droit ;

5. Nous exhortons le haut patronat et les grands acteurs économiques en général à une prise de conscience et à un engagement patriotique ferme et sincère, en vue d'apporter une contribution effective à la construction d'une société haïtienne plus juste, plus équitable et plus prospère ;
6. Nous invitons les tenants des Grands Pouvoirs de l'Etat, notamment ceux du Pouvoir Exécutif, plus spécialement le Président de la République, Mr Jovenel **MOÏSE**, le Premier Ministre, Mr Jean Henri **CÉANT**, à écouter, avec un esprit patriotique, les cris de la population, s'ouvrir à un dialogue sincère avec toutes les forces vives de la nation et prendre les décisions qui s'imposent dans le sens des aspirations fondamentales de ce peuple souffrant.
7. Enfin nous lançons un appel aux patrons de presse, aux directeurs d'opinion, spécialement à l'ANMH, l'AMI, l'AJH etc., ainsi qu'aux médias d'État, au respect scrupuleux de la déontologie journalistique en vue d'une participation effective et citoyenne à la construction de notre démocratie.

Conclusion

Conscients et fiers de notre extraordinaire héritage historique et culturel, nous faisons un appel solennel à tous les fils et à toutes les filles du pays vivant tant en Haïti qu'à l'étranger, à puiser dans notre magnifique histoire de peuple libre, notre grande capacité de résilience et notre foi inébranlable en Dieu, les ressources nécessaires, pour qu'ensemble nous puissions construire ce lendemain meilleur dont nous rêvons tous et toutes, indiquant à nouveau frais au monde entier la voie de la liberté et de la fraternité.

Pour les Jésuites d'Haïti :

Père Jean-Denis Saint-Félix, SJ, Supérieur des jésuites d'Haïti

Père Jean-Marie Louis SJ, Conseiller

Père Rogerio da Silva SJ, Conseiller

Père Kawas François, SJ, Conseiller

Père Kénel Sénatus, SJ, Conseiller